

Congrès de Reims: le PS suspendu à la décision de Ségolène Royal

PARIS (AFP) - A deux jours de son congrès, le PS est suspendu à la décision de Ségolène Royal de briguer ou non la succession de François Hollande. La probabilité de sa candidature au poste de premier secrétaire du PS ne cesse de grandir.



Ségolène Royal à Paris, le 10 novembre 2008 (© AFP - Bertrand Guay)

Selon un responsable politique proche de Mme Royal, qui n'a pas voulu être cité, elle "est candidate": "c'est inscrit dans le score" de sa motion, et ses quatre à cinq points d'avance.

Toutefois un autre élu très proche d'elle a assuré mardi, lui aussi sous couvert d'anonymat: "personne ne peut dire qu'il est sûr qu'elle sera candidate. Elle n'a dit à personne si elle l'était". Pour François Rebsamen, numéro 2 du PS, elle a "toute légitimité" à l'être.

Contactée par l'AFP, Ségolène Royal n'a pas souhaité réagir. "Personne n'a rien à annoncer", a-t-elle affirmé.

Arrivée en tête du vote des militants le 6 novembre avec 29% des voix, l'ex-candidate à l'Élysée ne laisse à personne le soin de mener les discussions avec Bertrand Delanoë, Martine Aubry et Benoît Hamon pour trouver un accord avec eux, ou certains d'entre eux.

Lundi soir, elle a reçu dans ses bureaux parisiens François Lamy, lieutenant de Mme Aubry, puis M. Delanoë en tête à tête, selon des sources socialistes concordantes. Elle avait vu samedi Benoît Hamon, chef de l'aile gauche et

concurrent déclaré à la succession de François Hollande. Ces conciliabules se déroulent dans "un climat serein et humainement agréable", selon M. Delanoë. "Ce n'est pas Rennes", confie un de ses soutiens, en référence au congrès fratricide de 1990.

Elle proposerait d'être assistée d'"un premier secrétaire délégué", selon un familier du parti.

Député-maire d'Evry, allié à la présidente de Poitou-Charentes, Manuel Valls affirme qu'elle prendra sa décision "mercredi sans doute". "Il serait au fond assez légitime qu'elle soit candidate, mais il faut qu'elle réunisse les conditions d'un rassemblement". De ce point de vue, les choses avancent lentement. "Les discussions s'engagent à peine", relève un député pro-Delanoë.

L'équipe Royal a élaboré un "document de travail ouvert" énonçant ce qu'elle a appelé ses "propositions pour la gouvernance du PS". Le document reprend l'idée d'un parti "décentralisé", qui ne fait pas l'unanimité au PS, et explicite sa conception des alliances: "rassembler la gauche autour d'un contrat de gouvernement" et "s'adresser seulement ensuite à toutes les forces susceptibles de se reconnaître dans le projet socialiste pour battre la droite".

Les interlocuteurs de Mme Royal disent mener les pourparlers "sur le fond", en laissant "de côté toutes les questions de personne", selon les termes du maire de Paris. Pas question de donner prise à l'accusation d'un TSS ("Tout sauf Ségolène"). S'il n'y a pas d'accord, ce sera à cause de divergences politiques.

M. Lamy attend des avancées sur "les salaires, la justice fiscale, l'immigration, le rôle de l'Etat, les retraites". Faute de les avoir obtenues, selon lui, il est reparti sans prendre le "document Royal".

"Nous nous déterminons sur une ligne politique, une conception du parti, pas par rapport à Ségolène", renchérit Claude Bartolone (pro-Aubry).

M. Delanoë insiste sur la nécessité d'une "ligne claire et tenable dans la durée".

Les échanges ont lieu tous azimuts: M. Delanoë a vu M. Hamon mardi, il parle aussi avec Mme Aubry, qui doit rencontrer Benoît Hamon mercredi. Le "collectif" autour de la maire de Lille (amis de DSK, Fabius et Montebourg et nordistes) s'exprimera mercredi. L'absence d'un accord avant le rendez-vous rémois est dédramatisée. "Un Congrès politique n'est pas fait pour envoyer les délégués faire du tourisme", selon un proche de M. Delanoë.